

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 03 276

Mis en ligne le 18...03...2026

MISE EN PLACE D'UNE BENNE RUE DESPOURRINS AU DROIT DU BÂTIMENT PORTANT LES N° 24-26 ET STATIONNEMENT INTERDIT AU DROIT DES BÂTIMENTS PORTANT LES N° 27 À 29 ET SUR 1 EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT SITUÉ AU DROIT DU N° 7 RUE DE L'AUBERTRON À L'OCCASION DE LA DESTRUCTION D'ARCHIVES
LE MERCREDI 18 MARS 2026

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n° 12 du 16 décembre 2025 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2026,

Vu la demande de la **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES** sise 4 chemin de l'Ormeau - 65013 TARBES, relative la mise en place d'une benne rue Despourrins au droit du bâtiment portant les n° 24-26 et au stationnement interdit au droit des bâtiments portant les n° 27 à 29 ainsi que rue de l'Aubertron sur 1 emplacement de stationnement situé au droit du bâtiment portant le n° 7 (entre les 2 passages piétons), à l'occasion de la destruction d'archives, le mercredi 18 mars 2026.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le mercredi 18 mars 2026, la **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES** est autorisée à occuper le domaine public rue Despourrins au droit du bâtiment portant les n° 24-26 pour la mise en place d'une benne à l'occasion de la destruction d'archives.

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit sur les emplacements de stationnement situés au droit des immeubles portant les n° 27 à 29 et sur 1 emplacement de stationnement situé au droit du n° 7 rue de l'Aubertron (entre les 2 passages piétons) afin de faciliter la circulation des véhicules et la rotation du camion transportant la benne.

Article 3 - Circulation

Durant la période visée à l'article 1, la chaussée est rétrécie rue Despourrins.

Article 4 - Redevance

Le bénéficiaire s'acquittera des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour travaux et chantiers d'un montant de 0,50€ par mètre carré et par jour.

Article 5 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

Article 6 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

Afin de ne pas dégrader l'espace public, le sol sera protégé par des plaques OSB ou des madriers qui seront placés sous la benne, qui devra être entourée de rubalise.

La benne doit être balisée de façon suffisante afin de la protéger et inviter les piétons et les véhicules à la contourner en toute sécurité.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres. Tous les accès aux riverains et commerces seront maintenus.

Article 7 - Droits des tiers

Le bénéficiaire de l'arrêté devra conserver l'accès des riverains.

Article 8 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 9 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Recours

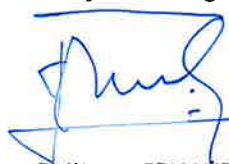
Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 11 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services de la Ville de Lourdes, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 09 mars 2026

Pour le Maire,
L'adjoint délégué,


Philippe ERNANDEZ



Notifié le

☐ Par courrier recommandé envoyé le

☐ Par remise en main propre

☒ Par mail envoyé le 10/03/2026

Je soussigné(e).....

Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU

Cours Lyautey - 64000 PAU

dans un délai de deux mois.